



RÉSUMÉS

des communications

colloque international

*L'intervention sociale face à la violence :
Méthodes, dispositifs et expérimentations*

Bordeaux, les 13 et 14 novembre 2023



Lundi 13 novembre 2023

Plénière 1 : « Travail social et voyoucratie »

Lieu : Amphi. 1

Par **Thomas SAUVADET**, MCF sociologie, Université-IUT de Tours (France)

Présidence : **Stéphanie RUBI**, PR sciences de l'éducation, Université Paris Descartes (France)

La conférence de T. Sauvadet met en perspective son ouvrage Voyoucratie et Travail social (ed. du Croquant, 2023) portant sur le travail des éducateurs de la prévention spécialisée et les animateurs sociaux dans les Quartiers de la Politique de la Ville (QPV). Son enquête, qui commence dans les années 2000 et se termine quinze ans plus tard, s'intéresse aux spécificités du travail social dans ces territoires urbains définis par leurs taux de pauvreté, d'échec scolaire et de délinquance. Depuis les années 1980, ils ont été confrontés aux émeutes et, à partir des années 1990, à la professionnalisation du trafic de stupéfiants. Avec, au centre de l'analyse, la question suivante : comment la prévention spécialisée et l'animation sociale se sont-elles adaptées à ces évolutions et à ces formes de violence ?

Plénière 2 : « L'intervention sociale au cœur des violences sociales, institutionnelles et interpersonnelles »

Lieu : Amphi. 1

Par **Roland JANVIER**, formateur et ancien directeur du Comité Régional du Travail Social de Bretagne, Grande Ecole des solidarités de Rennes (France)

Présidence : **Luc GREFFIER**, MCF aménagement de l'espace et urbanisme, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France)

La conférence analyse la violence en tant que symptôme d'une rupture, d'une fracture ou d'une dislocation et ce à trois niveaux (sociétal, institutionnel, interindividuel) dont l'intervention sociale occupe l'épicentre : celle-ci situe ses interventions « sur les bords » des espaces de socialité ; elle est elle-même une institution à vocation améliorative mais également sujette à dysfonctionnements ; elle agit au niveau des relations personnelles et interpersonnelles dans l'accompagnement des situations de vulnérabilité. Dans ces configurations et contextes, comment l'intervention sociale peut-elle relever le défi visant à développer des stratégies permettant de passer de la violence à la promotion de la citoyenneté ?

Lundi 13 novembre après-midi
Séquence 1/2 : 13h45-15h30

Atelier 1 / Modalités d'interventions en contexte éducatif/scolaire

Lieu : Amphi. 1

Présidence : **Francesca LYNN**, PRAG langues, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France)

- **Aïcha BENABED**, MCF sociologie, et **Amel HACHEM**, MCF démographie, Faculté des sciences sociales, Université Oran 2 (Algérie) : « Un dispositif de non-violence en milieu scolaire en Algérie »

Partant de l'hypothèse que l'institution scolaire et les activités organisées constituent en soi un espace social efficace contre la violence, la communication aborde la mise en place d'une action visant à développer la communication non violente, en milieu scolaire en Algérie. Au cœur du dispositif, la constitution d'un groupe de médiation /coordination composé d'élèves médiateurs/coordonateurs élus par leurs pairs ; l'organisation aussi de formations pour la gestion de classe afin de créer un environnement structuré, qui favorise l'apprentissage scolaire, social et émotionnel, dans le cadre collectif d'apprentissage.

- **Geneviève BOUCHEZ-WILSON** et **Caroline DELIRY**, formatrices, associations Déclit et pour la Communication Non-Violente (France) : « La communication non-violente en situations éducatives »

L'intervention présente les résultats de l'étude d'impact « Communication non-violente à l'école » (2022-2023). En faisant des liens avec le milieu de l'intervention sociale et à partir de la mobilisation de témoignages, il s'agit d'illustrer ce que peut apporter la pratique de la Communication Non Violente dans ce champ spécifique de l'éducation et plus largement dans les secteurs de l'animation, de l'éducation à la parentalité, de la formation des enseignants, entre apprenant et enseignants, enfants/parents, soignants/malades, en bref dans tous les espace où se joue une relation de pouvoir du fait de l'âge, des rôles, des représentations... Les intervenantes entendent démontrer que toute personne en posture éducative peut être soutenue pour agir et être en relation à partir d'une posture non violente.

- **Nassima REMMAS**, MCF psychologie, Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université de Sidi Bel Abbes et **Abdelhak IZERROUKEN**, formateur (Algérie) : « Stress et débordement émotionnel des enseignants du collège : expérimentation d'un dispositif de formation /accompagnement à la gestion des émotions »

La communication porte sur l'expérimentation d'un dispositif de formation/accompagnement à la gestion des émotions, en cours de mise en place et s'adressant aux enseignants de collèges de la wilaya de Sidi Bel Abbes (Algérie). Partant des difficultés exprimées par les enseignants et en vue d'outiller ces professionnels pour mieux accomplir leur fonction malgré le stress professionnel ressenti, la formation /accompagnement consistera en l'élaboration de contenu sur cinq thématiques de base : gestion du stress et du temps ; gestion des émotions ; communication non violente ; relation empathique dans l'enseignement ; relaxation et mindfulness.

- **Michel TOZZI**, PR (ret.) sciences de l'éducation, Université Montpellier Paul Valéry (France) : « Quelles compétences, quelle formation pour animer une Discussion à Visées Démocratique et Philosophique dans une perspective de non-violence ? »

La communication présente le dispositif de Discussion à Visées Démocratique et Philosophique, avec ses objectifs, notamment : - démocratique : apprendre à discuter ensemble de façon organisée et régulée, compétence sociale indispensable en démocratie, contribuant à une éducation citoyenne ; - philosophique : apprendre à penser par soi-même dans un groupe constitué en communauté de recherche philosophique conduite par un animateur philosophique ; - de prévention de la violence. Partant de là, l'intervention aborde la question des compétences développées par les jeunes et requises par les animateurs, ainsi que les enjeux d'une nécessaire formation ciblée pour les professionnels.

Atelier 2 / Compétences professionnelles et enjeux de formation

Lieu : Plateau TV

Présidence : **Luc GREFFIER**, MCF en aménagement et urbanisme, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

Traduction : **Yannick HERNANDEZ**, MCF sciences de l'éducation, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Joana CAMPOS**, PR sciences sociales, **Cristina CRUZ**, PR sciences sociales et **Laurence VOHLGEMUTH**, PR langues, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Lisboa (Portugal) : « Modules de formation : violence symbolique et structurelle »

Partant d'un état des lieux de la violence au Portugal, la communication montrera la pertinence d'une contribution des formations en animation socioculturelle, mais également en médiation artistique et culturelle, pour renforcer la prise de conscience des étudiants quant aux phénomènes de violence symbolique et structurelle. L'intervention présente un dispositif de formation, en cours de mise en place, pensé sous forme de modules flexibles à intégrer dans des séminaires ou des unités d'enseignement, pour des étudiants en licence d'animation socioculturelle et en médiation artistique et culturelle, à l'Ecole Supérieure d'Education de Lisbonne.

- **Anne CARBONNEL**, MCF sciences de gestion, Université-IUT de Metz (France) : « Une innovation pédagogique au croisement de la sociocratie et de la communication non-violente ».

Face aux risques psychosociaux du travail, aux désillusions du management participatif, et l'émergence de modèles organisationnels horizontaux, cette communication présente les résultats d'une étude sur la première formation professionnelle universitaire française, créée en 2016 à l'IUT de Metz, qui allie sociocratie et communication non-violente. En se basant notamment sur les retours, évaluations et témoignages de 127 participants de 12 organisations professionnelles différentes ayant participé à cette formation innovante, l'intervention montre en quoi ces deux méthodes combinées permettent plus d'efficacité du système organisationnel, et plus de satisfaction des besoins individuels et collectifs chez les professionnels.

- **Francisco COSANO RIVAS**, PR Trabajo Social y Servicios Sociales, et **María DE LAS OLAS PALMA GARCIA**, PR Trabajo Social y Servicios Sociales, Departamento de Psicología social, Trabajo social y servicios sociales y Antropología social, Universidad de Màlaga (Espagne) : « La violencia administrativa en el ámbito de los Servicios Sociales. Una aproximación desde los profesionales »

Dans le cadre d'un projet de recherche-action, cette communication présente les résultats d'une recherche ayant analysé l'impact de la bureaucratisation sur les professionnels des services sociaux en Espagne et ses répercussions au niveau organisationnel et individuel. L'objectif est de mettre en évidence la nature de la violence administrative que la bureaucratisation implique pour ce groupe et de proposer des moyens de traiter ce problème dans la sphère organisationnelle. Seront abordée une série de propositions d'actions préventives, telles que les suivantes : l'évaluation des risques psychosociaux dans les centres de services sociaux ; les plans de formation et de campagnes de prévention de la santé psychosociale pour les personnes travaillant dans les services sociaux ; la formation à la gestion d'équipe et à l'organisation du travail...

- **Cyril VILLET**, Directeur de pôle, Institut Régional Supérieur du Travail Éducatif et Social de Bourgogne (France) : « Face à la maltraitance, besoins et réponses possibles en termes de formation au sein des établissements sociaux et médico-sociaux »

Engagés en mars 2023 par le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, les états généraux de la maltraitance (EGM) ont permis de débattre publiquement des phénomènes de maltraitance, sujet traditionnellement « invisibilisé ». Ces maltraitements portent atteintes à la santé ou à la dignité des personnes dites vulnérables. Dans un secteur social, médico-social ou de l'aide à domicile en forte tension (attractivité en baisse, qualification des professionnels, problématiques organisationnelles et de management...), les préconisations des EGM appellent les acteurs de la formation à développer des actions innovantes à destination des actuels et futurs intervenants sociaux. La contribution propose d'introduire les enjeux majeurs de ces préconisations pour les acteurs de la formation ainsi que des pistes opérationnelles de formation, et ce faisant de contribuer aux réflexions sur le processus de professionnalisation comme condition d'une intervention sociale non-violente.

Atelier 3 / Autour de la protection de l'enfance et de la jeunesse

Lieu : Salle 142-143

Présidence et traduction : **Jorge IBAÑEZ**, MCF associé, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Angie BENAVIDES**, Fundación los Pisingos (Colombie) : « Fundación los Pisingos : un proyecto de apoyo y fortalecimiento familiar »

La communication présente l'action de la Fundación los Pisingos, dans le champ du soutien et du renforcement familial. Los Pisingos a été fondée en mai 1968 autour d'un projet d'accompagnement et de prise en charge intégrale de jeunes filles en situation d'abandon. Depuis, avec le soutien des réseaux sociaux et institutionnels, Los Pisingos offre un espace d'aide et de prise en charge des enfants et adolescents, notamment dans des contextes de vulnérabilité sociale, familiale et économique, de violence domestique et sexuelle, d'abandon scolaire et de maltraitance des enfants.

- **Yoan PUYOULET**, thérapeute familial et conjugal à Toulouse et **Umberto CUGOLA**, formateur, Institut de Formation, Recherche, Animation, Sanitaire et Social de Toulouse (France) : « Une

théorie des systèmes et de la communication en acte dans une intervention en protection de l'enfance »

A partir d'une analyse de situation proposée par un professionnel dans le champ de la protection de l'enfance et d'une intervention auprès d'une famille dont le parcours avec la protection de l'enfance est traversé de dimensions violentes poussées à l'extrême, l'intervention portera un regard réflexif sur le fonctionnement de l'intervention sociale et plus largement sur la société elle-même. Dans une famille où l'enfant est repéré comme maltraité et en danger, et quand la famille se replie sur des mécanismes défensifs et violents : comment le professionnel va-t-il pouvoir maintenir une intervention inclusive, trouver les clefs d'une interaction ? Dans cette équation, comment appréhender l'éthique et de l'élaboration d'un monde commun ?

- **Izabel SOLYSZKO**, PR travail social, **Antonia AREVALO**, PR travail social, **Carlos Ivan MOLINA**, PR santé et sociétés, et **Alicia CANIZALES**, étudiante en travail social, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad Externado (Colombie) : « Intervención social no violenta en instituciones de protección a la infancia : un acerca-miento inicial »

Cette communication présente l'état d'avancement du travail de terrain réalisé en Colombie dans le cadre du projet "Intervention sociale non violente dans les institutions de protection de l'enfance", qui fait partie de la Chaire Unesco « Intervention sociale non violente ». L'objectif de cette recherche interdisciplinaire et pluriprofessionnelle, est de renforcer les processus de prise en charge des enfants et des adolescents en situation de risque socio-économique et psychosocial, grâce au développement de stratégies d'intervention sociale non violente. Elle s'articule avec l'intervention de la Fondation Los Pisingos, qui travaille avec des familles, des enfants et des adolescents en situation de vulnérabilité.

- **Jérôme VALERE**, Directeur territorial, Direction Territoriale PJJ Limousin (France) : « Centres Educatifs Fermés : peut-on éduquer sous la contrainte ? »

Cette communication présente le dispositif « Centre éducatif fermé » (CEF) prenant en charge des mineurs ayant commis ou susceptibles d'avoir commis des actes de délinquance ou d'une extrême gravité. L'objectif étant d'éviter la réitération d'actes de délinquance et de favoriser l'apprentissage et le respect des règles sociales et de la vie en collectivité, l'éducation à la citoyenneté et de permettre la réinsertion sociale, scolaire et/ou professionnelle. Les CEF étant des dispositifs souvent critiqués sur le volet « fermé », l'intervention montrera que, loin d'être secondaire, le volet « éducatif » est mis au travail avec conviction par les professionnels qui interviennent au sein de ces structures.

Lundi 13 novembre après-midi

Séquence 2/2 : 15h45-17h30

Atelier 4 / Intervenir auprès des jeunes en milieu urbain

Lieu : Amphi. 1

Présidence : **Stéphanie RUBI**, PR sciences de l'éducation, Université Paris Descartes (France)

- **Jean-Pierre BONNAUDIN**, directeur de CPLJ Cenon et **Éric KRUST**, commissaire divisionnaire, Direction départementale de la sécurité publique Gironde (France) : « Retour d'expérience autour du Centre de prévention et de loisirs des jeunes à Cenon »

Situé au cœur d'un QPV, Le Centre de Prévention et de Loisirs des Jeunes (CPLJ) organise séjours et activités tout au long de l'été pour les jeunes mineurs de 9 à 17 ans. A l'heure où les rapports police-jeunesse sont au centre des débats, notamment suite aux émeutes urbaines récentes, la contribution présente le travail de proximité, souvent sous-estimé et invisibilisé, réalisé par des policiers qui mettent au travail les situations de violence dans les « quartiers » et sont partie-prenantes du maintien du lien social et du vivre-ensemble.

- **Véronique BORDES**, PR sciences de l'éducation, Université Toulouse 2 (France) : « Donner la parole aux jeunes des QPV »

Au prisme d'une recherche-action mise en place en 2019, la communication propose de s'intéresser au travail des éducateurs spécialisés d'un club de prévention, intervenant dans un quartier prioritaire politique de la ville (QPPV). Le travail de terrain étant soumis à une forte injonction d'« aller vers », les éducateurs spécialisés se retrouvent souvent démunis ne sachant comment appréhender les jeunes dans l'espace public. La communication aborde le « faire face » des professionnels confrontés à différents niveaux de violences qui en découlent : celui de l'injonction faite aux professionnels ; celui du contrôle qui en est fait ; celui porté par l'injonction « d'aller vers » sans pour autant accompagner les éducateurs spécialisés qui n'ont pas toujours été formés à cette pratique d'intervention sociale.

- **Izara GILBERT**, doctorante, **Gabrielle PRINCE-GUERARD**, étudiante en maîtrise, **Jade BOURDAGES-LAFLEUR**, PR, École de travail social, Université du Québec à Montréal et **Roberson BERLUS**, intervenant du Café-Jeunesse Multiculturel de Montréal (Canada) : « Intervention jeunesse non-violente en milieux urbains : sortir des scripts de la prévention de prédiction »

Cette proposition repose sur les recherches auprès de jeunes racisé.e.s concernant les profilages et les discriminations qu'ils et elles vivent au quotidien en milieux urbains. Partant de deux quartiers en particulier, à Montréal et à Québec, les intervenantes analyseront la capillarité de ces violences dans la vie quotidienne des jeunes, ainsi que les processus de stigmatisation, d'exclusion et de surveillance qui peuvent être reproduits et biaiser l'action des intervenant.e.s sociaux œuvrant auprès de ceux-ci. Face à cela, au prisme des tensions entre prédiction et prévention, est abordé un dispositif d'intervention proposé au travers d'un accompagnement des jeunes en milieux urbains, interrogeant notamment les postures à adopter afin d'éviter de reproduire les processus

discriminatoires dans la relation d'aide sous le couvert de la bienveillance, ou plutôt de la bienveillance.

- **Yannick HERNANDEZ**, MCF sciences de l'éducation, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France) : « Programme sportif de responsabilité personnelle et sociale : un outil d'intervention pour l'animation sociale et socioculturelle auprès de jeunes socialement défavorisés ? »

Cette communication porte sur l'éducation par le sport et, plus largement, sur l'encadrement des loisirs sportifs à visée éducative. Le contexte est celui des milieux socialement défavorisés et des enfants qui habitent ou subissent un environnement familial compliqué et présentent des comportements souvent difficiles. La réflexion est conduite à partir de la matrice d'un programme d'intervention socio-éducative – le Programme de responsabilité personnelle et sociale (Teaching Personal and Social Responsibility Model - TPSR) – dont il s'agit de questionner l'adaptation à des contextes d'intervention respectifs et aux différents publics bénéficiaires, ainsi que les impacts en matière de savoir-être, de participation, d'autonomie, de développement et d'intégration sociale.... Pour ce faire le propos analyse et évalue l'implantation de trois programmes en Espagne.

Atelier 5 / Compétences professionnelles et enjeux de formation

Lieu : Salle 142-143

Présidence : **Isabelle COUSSERAND-BLIN**, MCF sciences de l'information et de la communication, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Frédérique DRILLAUD**, docteure, Sciences de l'Information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne (France) : « Les soins palliatifs ou l'importance de la "dimension existentielle" dans l'accompagnement et la prise en soin de la vulnérabilité ».

Autour des soins palliatifs et de l'accompagnement des personnes atteintes de maladie grave ainsi que leurs proches, dans une démarche qualitative liée à l'anthropologie de la communication, cette intervention questionne la logique d'organisation autour de la violence que représente la mort. Dans ce contexte, la communication propose de prendre en considération de la « dimension existentielle » de l'accompagnement reposant sur travail réflexif, collectif et communicationnel permettant la mise en place d'un cadre propice à cet accompagnement. Ainsi, la démarche palliative, par la prise en considération de la dimension existentielle des personnes accompagnées, crée une pratique professionnelle et bénévole pertinente face aux enjeux médico-sociaux actuels et à venir. C'est la question du prendre soin de la vulnérabilité qui est en jeu, où plus qu'une prise en charge, c'est l'activation d'une solidarité qui apparaît.

- **Éric DUGAS**, PR sciences de l'éducation, Université de Bordeaux (France) : « Jeux, empathie professionnelle et altérités »

Cette communication porte sur une compétence psychosociale en particulier : l'empathie, particulièrement importante dans les contextes professionnels, de l'éducation, et essentielle pour la cohésion sociale... A condition qu'elle soit mobilisée dans un environnement maîtrisé, collaboratif, soutenu et maintenu dans le temps... Partant de ce constat, l'intervention abordera la mise au travail de cette « compétence » au travers de « jeux » interpersonnels conçus spécifiquement pour le développement de l'empathie et de ses deux composantes, affectivo-émotionnelle et cognitive. Sachant aussi que l'utilisation de jeux gamifiés (escape et serious games, en présence et digitaux)

concourraient notamment à la prévention des violences interpersonnelles, seront présentés deux prototypes de jeux actuellement en construction : l'un s'appuyant sur un jeu phygital (escape game), l'autre sur un jeu digital (serious game) ciblant respectivement le personnel et les étudiants de l'université de Bordeaux. Avec ces outils, il s'agit de sensibiliser, d'informer et de former aux altérités au prisme de l'empathie dans un contexte adapté et joué.

- **Marie-Pierre JUMEL**, psychothérapeute, et **Florence CREPY**, infirmière, Association « D'une rive à l'autre. Psychotrauma Informer et Agir » (France) : « Traumatismes vécus dans les liens d'attachement dans l'enfance : les conséquences au quotidien dans le vécu et les relations avec les professionnels, ressources et perspectives... »

Partant d'expériences professionnelles au long dans le champ de la grande précarité sociale (Centres d'hébergements d'urgences, Centres d'hébergements et de réinsertion sociale) la communication revient sur les liens entre psychotrauma et liens d'attachement. L'objectif est : de revenir sur les troubles du stress-post-traumatique et des troubles du stress-post-traumatique complexe ; d'évoquer les apports permettant de mieux accompagner les personnes traumatisées ; d'aborder les ressources de régulation émotionnelle comme outils pour les professionnels ; enfin la question des outils transmissibles, par les professionnels du social, aux personnes en situation précaire, fragilisées, qui subissent les effets du trauma.

- **Annie LE FUR**, formatrice en régulation non-violente des conflits, Institut de Formation et de Recherche du Mouvement pour une alternative Non violente (France) : « Gestion des situations de crise et d'affrontement »

En s'appuyant sur l'expertise développée au sein de l'Institut de Formation et de Recherche du Mouvement pour une alternative Non violente, et auprès de travailleurs sociaux et professionnels intervenant dans le champ médico-social, social, sanitaire ou éducatif, la communication aborde la gestion des situations de crise et d'affrontement. Partant de séquences de formations mises en place, le propos analysera le travail collectif mené, notamment autour des compétences psychosociales (capacité à maîtriser ses émotions, à se protéger émotionnellement, à adopter un langage non-verbal ouvert et apaisant, à écouter l'autre profondément sans se substituer, projeter, moraliser, sermonner...), de la transformation des conflits en recherche de solutions collectives, du « faire équipe » pour amortir les crises, pour tenir collectivement un cadre contenant et offrir un accueil empathique et respectueux de chaque personne.

Atelier 6 / Travailler avec les majeurs auteurs de violences

Lieu : Plateau TV

Présidence : **Émilie FORT-ORTET**, PRAG Lettres modernes, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Yvette BAILLY**, assistante sociale (ret.), Mouvement pour une Alternative Non-violente Lyon (France) : « L'accompagnement des auteurs de violence conjugale. Témoignage d'une expérience au Québec »

L'intervention partira d'une expérience de terrain avec une structure montréalaise qui est l'une des associations porteuses de programmes d'interventions sur la violence masculine. Entre sanction et prise en charge psycho-sociale, l'accompagnement proposé vise à transformer les comportements de violence. L'approche engage une dimension

réflexive portant sur la définition, les formes de violences, l'image et les rôles des hommes et des femmes, la conscientisation des stéréotypes masculins, les différents types de relation possible entre les individus... Un certain nombre d'objectifs sont mis au travail pour reconfigurer les relations familiales : aider les hommes à mettre fin à la violence qu'ils infligent ; les inciter à assumer leurs responsabilités (sentiments, perceptions, comportements...) ; les sensibiliser aux différentes formes de violence et aux effets destructeurs dans leur propre vie ; travailler sur la construction de nouvelles manières de penser, de se voir et d'agir ; garantir la sécurité et la protection de tous les membres de la famille...

- **Hanan BENAMAR**, directrice au sein du SPIP Gironde et cheffe de l'antenne mixte Bordeaux-Gradignan : « Service pénitentiaire d'insertion et de probation de Gironde : postures professionnelles et actions auprès des auteurs de violence »

La communication présentera le Service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Gironde qui est un service pluridisciplinaire intervenant sous mandat judiciaire auprès des personnes domiciliées dans le département et qui font l'objet d'une décision pénale restrictive ou privative de liberté. Autour de la mission principale de prévention de la récidive, la communication abordera les postures et attendus professionnels que requiert l'accompagnement des auteurs de violences, s'agissant notamment de restaurer le lien social, de responsabiliser les auteurs d'infractions et de les aider à reprendre leur place dans la société.

- **Florent COCHEZ**, médecin psychiatre, **Cristelle CANET**, psychologue, et **Clara VEZEL**, travailleuse sociale, Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales, Centre hospitalier Charles Perrens Bordeaux (France) : « L'expérience du CPCA Centre Nouvelle-Aquitaine de Bordeaux dans l'accueil des auteurs de violences conjugales »

Le Centre de Prise en Charge des Auteurs Nouvelle Aquitaine (CPCA NA) a été créé par le Centre Hospitalier Charles Perrens (Bordeaux) en co-portage avec l'association Groupe SOS Solidarités en 2021. Destiné à l'accompagnement des auteurs de violences conjugales, il développe la prise en charge des auteurs qu'ils soient en démarche volontaire, en alternative aux poursuites, en pré ou en post sentenciel. L'accompagnement proposé vise à prévenir les violences conjugales et la récidive tout en prenant en compte la personne dans sa globalité, ceci en proposant des modalités d'une action pluridisciplinaire spécifique (sanitaire et socio-éducative). Partant de ce dispositif, la communication revient sur un certain nombre de questionnements et de mises en perspective qu'une telle prise en charge adresse plus largement aux professionnels du champ de l'intervention sociale travaillant auprès des auteurs de violences.

- **Angélique REVEST**, cheffe de service, **Loïs DEMANGE**, psychologue clinicien, et **Juliette DUPUY**, éducatrice spécialisée, association AUDACIA Poitiers (France) : « Postvention et prévention dans l'accueil et l'accompagnement des auteurs.trices de violences au sein du couple : l'expérience du CHRS les Herbeaux à Poitiers »

L'intervention présent le dispositif mis en place par le CHRS Les Herbeaux à Poitiers pour faire face aux défis des violences conjugales. Cette expérience démontre la possibilité d'adopter des approches plus efficaces et plus humaines pour aborder ce problème sérieux de la violence conjugale. Le projet articule les objectifs suivants : mettre la protection des victimes au premier plan ; prévenir la récidive des auteurs de violences en comprenant les causes profondes des comportements violents ; reconnaître que les violences au sein du couple sont un problème complexe, enraciné dans divers facteurs, et s'attaquer à ces causes profondes ; travailler en étroite collaboration avec différents

acteurs, y compris la justice, les services de probation, et les professionnels médicaux et sociaux ; faire de cette démarche un appel à l'action en faveur d'une société plus équitable et bienveillante, où la violence n'a pas sa place.

Mardi 14 novembre 2023

Plénière 1 : « Les émeutes en France. La violence a-t-elle du sens ? »

Lieu : Amphi. 1

Par **Joël ZAFFRAN**, PR sociologie, Université de Bordeaux (France)

Présidence : **Véronique BORDES**, PR sciences de l'éducation, Université Toulouse 2 Jean Jaurès (France).

Partant des émeutes urbaines de 2023, la conférence revient sur ces séries de répétitions qui interrogent le sociologue et interpellent l'intervention sociale face aux violences urbaines. Il s'agira d'abord d'ouvrir des pistes d'analyse permettant de comprendre en quoi les émeutes sont l'expression d'une contestation infra-politique permettant aux jeunes d'être des acteurs reconnus, quand bien même cette reconnaissance se fait de manière négative, éphémère et illusoire ; ensuite, d'interroger l'incapacité des corps intermédiaires, en particulier le travail social, de reformuler la violence en une forme politique organisée et acceptable moralement.

Plénière 2 : « Intervention sociale : pourquoi la non-violence a du sens ! »

Lieu : Amphi. 1

Par **Ogarit YOUNAN**, sociologue, fondatrice de l'Academic University for Non-Violence and Human Rights (Liban).

Présidence : **François REZKI**, enseignant en sciences sociales et directeur des études à l'IUT de Kourou de l'Université de Guyane (France).

La conférencière est active depuis près de 40 ans au Liban pour promouvoir la non-violence et les droits civils, dans un contexte marqué par la guerre. Elle a été à l'origine du mouvement pour l'abolition de la peine de mort dans son pays, et a co-fondé en 2009 l'université libanaise de la non-violence AUNOHR. Face à la violence qu'elle considère comme irrationnelle, elle prône des actions non violentes courageuses, qui s'appuient sur une formation et une réflexion solides. A partir de ses expériences et réflexions, elle explique en quoi la non-violence est non-seulement efficace et pertinente, mais aussi susceptible d'être un prisme pertinent pour penser et agir l'intervention sociale.

*Mardi 14 novembre après-midi
Séquence unique : 13h45-15h30*

Atelier 7 / Temps et formes de la médiation

Lieu : Plateau TV

Présidence : **Didier LAUGAA**, MCF psychologie, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Karine DARBELLAY**, professeure associée, HES-SO Valais (Suisse) : « Les correspondant·e·s de nuit en Suisse francophone : "un chaînon manquant" parmi les intervenants·e·s de la rue ? »

A partir d'une étude, financée par le domaine travail social de la HES-SO, qui s'est déroulée de 2018 à 2020 (complétée en 2023) et a porté sur quatre villes ou communes de la Suisse francophone, la communication porte sur les interventions des correspondant-e-s de nuit (CN), inscrites dans le champ de la médiation sociale, comparées à celles des travailleurs et travailleuses sociales hors mur (TSHM), qui se situent dans le champ du travail social. Revenant sur les enjeux de ce dispositif de médiation sociale, la communication analyse notamment les savoirs expérientiels requis, comprenant l'expérience dans la médiation, la connaissance du monde de la nuit et des quartiers ou encore le savoir-être et savoir-faire dans le social.

- **Alice GAÏA**, coordinatrice Médiations Nomades, et **Serge PERRIN**, Mouvement pour une Alternative Non Violente Lyon (France) : « Retours sur l'expérience des Médiations Nomades à Lyon »

La communication présente le dispositif itinérant et nocturne au travers duquel l'association Médiations Nomades sillonne la France en proposant un espace nocturne et éphémère installé en « bas des tours ». Dans une posture non jugeante, l'association s'attache à aller vers les jeunes « des quartiers ». Leur parler, leur proposer d'organiser un événement dans le quartier, (re)créer des liens avec des institutions en invitant la mission locale, la prévention spécialisée, la police, les habitant-e-s, etc. c'est en incitant les rencontres que Médiations Nomades contribue à déconstruire certains préjugés associés aux « jeunes de quartier ». En incitant les acteur-ric-e-s institutionnel-le-s à s'approprier collectivement ce dispositif, l'association cherche à créer des espaces de discussion sur ces sujets – et, dans l'idéal, faire émerger de nouvelles réflexions et des projets urbains locaux plus inclusifs.

- **Cécile QUINTRIC**, avocate et médiatrice (France) : « La médiation : une voie légale pour retrouver du lien au cœur des différends »

La communication présente la médiation entendue comme possibilité légale de résolution de certains différends. Processus visant l'apaisement des parties, de recherche de solutions communes afin d'éviter la réitération de l'infraction, ses objectifs sont notamment : d'apaiser et régler les conflits à travers la recherche commune de solutions par les parties en favorisant l'équilibre et l'équité ; de restaurer la communication ; de prévenir la réitération de l'infraction ; de responsabiliser l'auteur de l'acte et permettre une réparation négociée. L'intervention apporte des réponses aux questions suivantes : en quoi cette forme médiation constitue une réduction de certaines violences et une « bonne » sortie du conflit ? Qu'est-ce qui se joue à cette occasion en termes de travail sur le lien à autrui ? Quelle est la posture requise pour les médiateurs et médiatrices ? Quels sont les ingrédients nécessaires pour que la médiation légale fonctionne et qui peuvent, là encore, faire écho avec d'autres types de médiation ?

- **Thibault TATIN**, Animateur Maison du Projet Les Aubiers, Service Ville et Quartiers en Renouvellement / Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville Bordeaux (France) : « Enjeux et défis professionnels de la médiation sociale dans un QPV bordelais »

Face au délitement du lien social, le renforcement de la présence humaine active de professionnels contribuant à la cohésion sociale sur le terrain apparaît comme indispensable. A partir du cas du quartier des Aubiers à Bordeaux et en revenant sur les savoir-être et savoir-faire mobilisés, la communication montre la pertinence de la médiation sociale entre les habitants, dans les relations avec les institutions et face aux situations de violences diverses qui marquent les territoires de la politique de la ville.

Atelier 8 / Crises, approches systémiques et société civile

Lieu : Salle 142-143

Présidence : **Abdourahmane NDIAYE**, MCF économie, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Borne DJEUMEGUED PASCAL**, Cameroun, doctorant à l'Université Laval (Canada), et Cécile DUBERNET, professeure de science politique, Institut Catholique de Paris (France) : « Retour réflexif sur les initiatives endogènes de protection civile au Nord du Cameroun »

Cette présentation examine un cas récent d'initiatives civiles non-violentes de protection des populations dans un contexte de lutte contre le terrorisme et de défaillance des services étatiques à Mora dans l'extrême-nord du Cameroun. Elle contribue à documenter les réalités et fragilités des efforts endogènes d'acteurs de la société civile (regroupés en ONG, acteurs religieux, parfois soutenus par des institutions internationales (PNUD, BM) pour pacifier un espace militarisé et y vivre. Elle ouvre également des pistes de réflexion tant sur les tensions traversées par les intervenants non-violents locaux que sur les sources de la résilience civile. Avec une question : quels enseignements tirer de ce type d'expérience pour l'intervention sociale, aux prises avec des situation de violences ou conflictuelles dans des contextes différents ?

- **Charlotte LESELLIER**, Coordinatrice des Peace Brigades International et du Comité Français d'Intervention Civile de Paix (France) : « L'intervention civile de paix : méthodes et regards croisés sur la résolution de conflits entre l'international et la France »

L'intervention civile de paix (ICP) prend déjà certaines formes, bien que non reconnues comme telles, en France et dans les quartiers populaires. Par exemple avec l'association "Front de mères", mais pas exclusivement), ainsi que dans les récents débats sur la localisation de l'aide et le renforcement de capacités, promu par certains réseaux d'associations de jeunesse françaises... Mais également avec la proposition de loi de 2006 présentée au Sénat sur la création d'un service civil de paix en France, sur le même modèle que l'Allemagne et qui n'a jamais abouti. Autant de pistes et d'outils pré-existants dans ce domaine, peu présents voir omis dans le paysage national de l'ICP, pourtant liés aux terrains de l'intervention sociale et à la résolution de conflits à l'échelle de la France.

- **Didier POULHAZAN**, chercheur associé au Centre de recherche sur la gouvernance, Ecole Nationale d'administration publique (France) : « Un projet territorial et communautaire pour lutter contre les violences systémiques »

L'objet de cette présentation est de mettre en lumière des actions volontaristes portées par des collectivités territoriales et ciblant différents moyens de lutter contre la violence systémique touchant les territoires et/ou les personnes les plus fragiles. La communication partira du cas de La ville de Villejuif (94) qui est la première collectivité territoriale à s'engager dans ce type d'expérimentation visant à penser une intervention sociale pertinente dans un contexte de violence interactionnelle, sociétale et d'archipélisation urbaine. Le propos insiste notamment sur la nécessité de mettre en relation les protagonistes, au premier rang desquels des habitants et des usagers des territoires ; avec aussi la nécessité de fédérer une communauté élargie à d'autres acteurs territoriaux comme prérequis nécessaire à une approche communautaire, gage de réelle transformation sociale.

- **Bi Tra Jamal SEHI**, MCF sociologie, **Hermann CRIZOA**, MCF criminologie, et **Apo Julie N'CHOT**, MAss. sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) : « Initiative citoyenne et pluriactorielle pour la réduction de la violence dans les transports en commun (Côte d'Ivoire) »

Cette communication a pour but de présenter, dans une approche systémique et pluriactorielle, les résultats d'une initiative citoyenne portée par un groupe d'enseignants-chercheurs en poste à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody. Cette initiative a pour but de réduire la violence (verbale, physique, psychologique et symbolique) dans les transports en commun assurés par les "Gbakas" et "Wôrô-wôrô" à Abidjan. Elle s'inscrit dans une perspective de recherche-action et a pour ambition : d'organiser des rencontres périodiques avec les différents groupes d'acteurs du transport en commun à Abidjan en vue d'établir une cartographie contextualisée de la violence dans le transport ; d'organiser des séances d'évaluation des connaissances des droits et devoirs des chauffeurs, des apprentis, des responsables de syndicats de transporteurs, des responsables de gares à Abidjan ; de proposer des formations sur mesure à ces différents acteurs.

Atelier 9 / Mise en jeu des corporalités et corporités

Lieu : Amphi. 1

Présidence : **Guy DI MEO**, PR (émé.) géographie, Université Bordeaux Montaigne (France).

Traduction : **Yannick HERNANDEZ**, MCF sciences de l'éducation, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

- **Arturo COSANO RAMOS**, PR travail social, Université de Màlaga (Espagne) : « El limbo de la Dependencia. La burocratización de la Administración Pública en España como elemento negativo y mecanismos de solución »

Cette proposition s'inscrit dans le contexte de la violence institutionnelle à l'encontre des personnes en situation de dépendance et de manque d'autonomie personnelle. Elle se concentre sur les possibilités offertes par l'intelligence artificielle (IA), face à certaines violences institutionnelles et autres. L'objectif est donc de questionner l'IA en tant qu'outil face aux situations de dépendances. Peut-elle être une aide en matière de pronostic, de diagnostic et de traitement des données ? Comment prendre en compte les limites de l'IA ? Comment l'IA peut-elle s'articuler avec l'intervention sociale et le travail sur le lien humain/humain ?

- **Ana DA SILVA**, PR sciences de l'éducation, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Santarém, **Miriam ALMEIDA**, **Rogério JORGE** et **Ana PEDRO**, travailleurs sociaux de la Maison d'Accueil d'Enfants et de Jeunes Garçons de la Santa Casa da Misericórdia de Santarém, **Fátima GAMEIRO**, Professeure Associée à l'Institut de Service Social, Centre Universitaire de Lisbonne (Portugal) : « Le Projet D'AR-TE, une autre approche pour faire face à la violence chez les enfants et les jeunes en maison d'accueil »

Cette communication aborde la violence et l'agressivité qui prennent de plus en plus d'ampleur chez les enfants et les jeunes en situation d'accueil résidentiel. Ces enfants et ces jeunes ont souvent vécu des expériences préalables à l'accueil résidentiel marquées par le manque de soins de santé adéquats, d'hygiène, d'affection et de relations, dans des dynamiques familiales désorganisées qui favorisent l'apparition de comportements agressifs comme moyen de faire face à des sentiments et des émotions négatives telles

que la peur, l'angoisse, la colère et la haine. Le fait d'être placé dans un environnement non familial et de rester éloigné de sa famille d'origine peut agir comme un facteur supplémentaire de déstabilisation émotionnelle. Souvent la médication et la psychothérapie sont utilisées pour tenter de résoudre ces problèmes. Le Projet D'AR-TE, qui est présenté ici, financé par Portugal Inovação Social et Programme Opérationnel Inclusion Sociale et Emploi, a cherché à être une alternative à ce type d'intervention.

- **Rui FRATI**, Directeur du Théâtre de l'Opprimé Paris (France) : « Le Théâtre de l'Opprimé pour agir sur/contre les violences »

Cette intervention présentera le théâtre-forum comme modalité d'intervention socioculturelle face à la violence. Cette pratique créée et développée par Augusto Boal au Brésil puis au cours de son exil en Europe et particulièrement en France, se fonde sur deux convictions : le théâtre peut et doit être un outil pour changer le monde ; l'être humain possède le langage théâtral. Figure fondamentale pour soutenir l'interaction entre la salle et la scène, le metteur en scène ou « joker » favorise le débat avec le public et coordonne les interventions des spectateurs sur scène et les réactions des comédiens. Pendant le spectacle, il conduit la réflexion le plus loin possible et porte les pistes de réflexion proposées par le public en l'amenant à développer son point de vue, à préciser ses intentions, notamment autour des situations de violences.

- **Stéphane RAYNAUD**, Conseiller Technique National, Fédération française de boxe (France) : « La boxe éducative, un dispositif médiateur face à la violence »

La communication présentera la « boxe éducative » qui fait l'objet de formation par la Fédération française de boxe (FF Boxe), dans le cadre d'une convention signée avec la Protection judiciaire de la jeunesse. Ce média éducatif, qui met en jeu le corps, les émotions et la relation, est accessible à tous et ne nécessite aucune compétence technique pour être mis en œuvre. Il s'appuie sur la notion de touche plus que de force physique et se pratique dans le bien-être et la bienveillance de l'autre. Car en boxe éducative, le but du jeu est de simplement toucher son adversaire sans lui faire mal, ce qui s'oppose à la notion de frappe propre à la boxe en général. La boxe s'inscrit ainsi dans une logique de formation du jeune boxeur, en limitant la dangerosité de la pratique et en mettant le jeune dans des conditions facilitant l'incorporation et la maîtrise gestuelle.

Intervenantes et intervenants

ALMEIDA Miriam, Maison d'Accueil d'Enfants et de Jeunes Garçons de la Santa Casa da Misericórdia de Santarém (Portugal).

AREVALO Antonia, Facultad de Ciencias Sociales Universidad Externado (Colombie).

BAILLY Yvette, Mouvement pour une Alternative Non-violente Lyon (France).

BENABED Aicha, Université Mohamed Ben Ahmed Oran 2 (Algérie).

BENAMAR Hanan, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation Gironde (France).

BENAVIDES Angie, Fundación los Pisin-gos (Colombie).

BONNAUDIN Jean-Pierre, Sécurité publique, Centre de Prévention et de Loisirs des Jeunes Cenon (France).

BORDES Véronique, Université Toulouse 2 (France).

BOUCHEZ-WILSON Géneviève, Associations Communication Non-Violente et Déclic (France).

BOURDAGES-LAFLEUR Jade, École de travail social, Université du Québec à Montréal (Québec).

CAMPOS Joana, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Lisboa (Portugal).

CANET Cristelle, CPCA, CHU Charles Perrens BORDEAUX (France)

CANIZALES Alicia, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad Externado (Colombie).

CARBONNEL Anne, Université de Lorraine (France).

COCHEZ Florent, CPCA, CHU Charles Perrens BORDEAUX (France)

COSANO RAMOS Arturo, Universidad de Málaga (Espagne).

COSANO RIVAS Francisco, Universidad de Málaga (Espagne).

COUSSERAND-BLIN Isabelle, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

CREPY Florence, Association « D'une rive à l'autre. Psychotrauma Informer et Agir ».

CRIZOA Hermann, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

CRUZ Cristina, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Lisboa (Portugal).

CUGOLA Umberto, Institut de Formation Recherche Animation Sanitaire et Social de Toulouse (France).

DA SILVA Ana, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de de Santarém (Portugal).

DARBELLAY Karine, Haute École Spécialisée de Suisse occidentale - Valais (Suisse).

DE LAS OLAS PALMA GARCIA María, Universidad de Málaga (Espagne).

DELIRY Caroline, Association Déclic (France).

DEMANGE Loïs, CHRS Audacia - Les Herbeaux à Poitiers (France).

DEMANGE Loïs, CHRS Audacia - Les Herbeaux à Poitiers (France).

DI MEO Guy, Université Bordeaux Montaigne (France).

DJEUMEGUED PASCAL Borne, Université de Laval (Québec).

DRILLAUD Frédérique, Université Bordeaux Montaigne (France).

DUBERNET Cécile, Institut Catholique de Paris (France).

DUGAS Éric, Université de Bordeaux (France).

DUPUY Juliette, CHRS Audacia - Les Herbeaux à Poitiers (France).

FORT-ORTET Emilie, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

FRATI Rui, Association Le Théâtre de l'Opprimé (France).

GAÏA Alice, Médiations Nomades Lyon (France).

GAMEIRO Fátima, Instituto de Serviço Social, Universidade Lusófona (Portugal)

GILBERT Izara, Université du Québec à Montréal (Québec).

GREFFIER Luc, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

HERNANDEZ Yannick, IUT-Université Bordeaux Montaigne (France).

IBAÑEZ Jorge, IUT-Université Bordeaux Montaigne (France).

IZERROUKEN Abdelhak, autoentreprise de formation (Algérie).

JANVIER Roland, Grande école des solidarités de Rennes (France).

JUMEL Marie-Pierre, Association « D'une rive à l'autre. Psychotrauma Informer et Agir » (France).

KRUST Éric, Direction Départementale de la Sécurité Publique Gironde (France).

LAUGAA Didier, IUT-Université Bordeaux Montaigne (France).

LE FUR Annie, Institut de Formation et de Recherche du Mouvement pour une alternative Non Violent (France).

LESELLIER Charlotte, Peace Brigades I^{al} et C. F. Intervention Civile de Paix (France)

LYNN Francesca, IUT-Université Bordeaux Montaigne (France).

MOLINA Carlos Ivan, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad Externado (Colombie).

N'CHOT Apo Julie, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

NDIAYE Abdourhamane, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

PEDRO Ana, Maison d'Accueil d'Enfants et de Jeunes Garçons de la Santa Casa da Misericórdia de Santarém (Portugal).

PERRIN Serge, Mouvement pour une Alternative Non-violente Lyon (France).

POULHAZAN Didier, Centre de Recherche sur la Gouvernance à Québec (France).

PRINCE-GUERARD Gabrielle, École de travail social, Université du Québec à Montréal (Québec).

PUYOULET Yoan, Université Jean-Jaurès Toulouse (France).

QUINTRIC Cécile, Barreau de Toulon (France).

RAYNAUD Stéphane, Fédération Française de Boxe (France).

REMMAS Nassima, Université de Sidi Bel Abbès (Algérie).

REVEST Angélique, CHRS Audacia - Les Herbeaux à Poitiers (France).

REZKI François, IUT-Université de Guyane (France).

ROGERIO Jorge, Maison d'Accueil d'Enfants et de Jeunes Garçons de la Santa Casa da Misericórdia de Santarém (Portugal).

RUBI Stéphanie, Université Paris Descartes (France).

SAUVADET Thomas, Université-IUT de Tours (France).

SEHI Bi Tra Jamal, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

SOLYSZKO Izabel, Facultad de Ciencias Sociales Universidad Externado (Colombie).

TATIN Thibault, Service Ville et Quartiers en Renouveau, Habitat et Politique de la Ville - Bordeaux (France).

TOZZI Michel, Université Paul Valéry Montpellier (France).

TOZZI Pascal, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).

VALERE Jérôme, Direction Territoriale de la protection de l'enfance et de la jeunesse Limousin (France).

VEZEL Clara, CPCA, CHU Charles Perrens BORDEAUX (France)

VILLET Cyril, Institut Régional Supérieur du Travail Éducatif et Social de Bourgogne (France).

VOHLGEMUTH Laurence, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Lisboa (Portugal).

YOUNAN Ogarit, University for Non-Violence and Human Rights (Liban).

ZAFFRAN Joël, Université de Bordeaux (France).

Lieu : IUT Bordeaux Montaigne 1 rue Jacques Ellul, Place Renaudel, 33000 Bordeaux / Plan d'accès

<https://www.iut.u-bordeaux-montaigne.fr/notre-institut/informations-pratiques/plan-dacces-et-contact/>

Membres des Comités scientifique et d'organisation :

- BAUSSAN LOUBEAU Jacqueline, Université d'Etat d'Haïti, Faculté des sciences humaines (Haïti)
- BENABED Aicha, maîtresse de conférences, Université d'Oran 2 (Algérie)
- BOURDAGES-LAFLEUR Jade, professeure, Ecole de Travail social, Université du Québec à Montréal (Canada).
- COSANO RIVAS Francisco, secretario académico, Facultad de Estudios Sociales y del Trabajo, Universidad de Málaga (Espagne).
- DARBELLAY Karine, professeure associée, Haute Ecole de Travail Social, Sierre (Suisse)
- DE MONTGOLFIER Clotilde, maîtresse de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- DUBERNET Cécile, enseignante-chercheuse, science politique, Institut catholique de Paris (France).
- FORT-ORTET Emilie, enseignante, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- GREFFIER Luc, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- IBAÑEZ Jorge, maître de conférences associé, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- KAUFFMANN Mayeul, président de l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (France).
- LAUGAA Didier, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- LYNN Francesca, PRAG, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- NDIAYE Abdourahmane, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- PETO Danièle, directrice de la recherche, ISFSC de la Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC (Belgique)
- RUBI Stéphanie, professeure, Université Paris-Descartes (France).
- SEHI Bi Tra Jamal, enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody (Côte d'ivoire)
- SOLYSZKO Izabel, professeure, Universidad Externado de Colombia (Colombie)
- TOZZI Pascal, professeur des universités, Université-IUT Bordeaux Montaigne (France).
- VAUCELLE Sandrine, maîtresse de conférences, co-directrice UMR Passages, Université Bordeaux Montaigne (France).
- VOHLGEMUTH Laurence, professeure, Escola Superior de Educação de Lisboa (Portugal).
- YOUNAN Ogarit, professeure, Academic University College for Non-violence and Human Rights (Liban).

Soutiens financiers :



Soutiens institutionnels :

Université Bordeaux Montaigne (France) ; Institut Universitaire de technologie de Bordeaux Montaigne (France) ; UMR CNRS Passages 5319 (France) ; Non-Violence XXI Coordination (France) ; Academic University College for Non-violence and Human Rights (Liban) ; Anthropological Research Institute (France) ; Association Centres d'animation de Bordeaux, Cultivons le partage (France) ; Association du lien Interculturel Familial et Social (France) ; Association pour la Communication Non-Violente (France) ; Association pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes (France) ; ATCC Institut - Approche et transformation constructives des conflits (France) ; Chaire UNESCO « Etude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique » (Québec) ; Chaire UNESCO « Pratiques de la philosophie avec les enfants : une base éducative pour le dialogue interculturel et la transformation sociale » (France) ; Commission pour la lutte contre la maltraitance et la promotion de la bientraitance – Ministère des solidarités et de la santé (France) ; Duo Industrie (France) ; Ecole Libanaise de Formation sociale (France) ; Ecole Supérieure de Praxis Sociale (France) ; Escola Superior de Educação Lisboa (Portugal) ; Escola Superior de Educação Santarem (Portugal) ; Fédération 3977 contre la maltraitance (France) ; Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé (France) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Genève (Suisse) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Lucerne (Suisse) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Valais-Wallis (France) ; Institut de Formation du Mouvement pour une Alternative Non-violente (France) ; Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (France) ; Institut Supérieur de Formation Sociale et de Communication (ISFSC) Bruxelles (Belgique) ; Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale (AIFRIS) ; Mouvement pour une alternative non-violente (France) ; Observatoire Universitaire International Education et Prévention (France) ; Protection Judiciaire de la Jeunesse (France) ; Réseau interdisciplinaire TRYSPACES (Québec) ; Réseau International de l'Animation ; Union Nationale des Acteurs de la Formation et de la Recherche en Intervention Sociale (France) ; Universidad Autónoma de Chile (Chili) ; Universidad Católica Silva Henríquez (Chili) ; Universidad de Málaga - Facultad de Estudios Sociales y del Trabajo (Espagne) ; Universidad Externado de Colombia - Facultad de Ciencias Sociales y Humanas (Colombie) ; Universidade Federal de Mato Grosso (Brésil) ; Université - Institut Catholique de Paris (France) ; Université Bordeaux Montaigne (France) ; Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Sénégal) ; Université d'Etat d'Haïti (Haïti) ; Université de Guyane (France) ; Université des Antilles (France) ; Université du Québec à Montréal – Ecole de Travail social et Faculté de communication (Québec) ; Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire) ; Université Oran 2 Mohamed Ben Ahmed - Unité de recherche en Sciences Sociales et Santé GRAS (Algérie) ; Faculté des Sciences de L'information et de la Communication - Université Alger 3.

Qu'est-ce que la chaire UNESCO ISNoV ?

La chaire pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales « Intervention sociale non-violente » (ISNoV) est une initiative visant à réunir des savoirs et savoir-faire de professionnels et professionnelles de la recherche académique et de la formation, du social, ainsi que d'experts et expertes la non-violence (ou approches affinitaires).

L'objectif du dispositif est de mettre au travail la question des situations et formes de violences qui traversent aujourd'hui l'intervention sociale (IS), cela, afin d'identifier, d'analyser les pratiques, les possibilités d'action et de réduction des processus d'*enviolentement*.

Il s'agit donc, pour les partenaires à la Chaire, de mutualiser les analyses, les terrains d'action, les pratiques ou expérimentations opérationnelles autour de cette problématique, dans ses déclinaisons plurielles.

Le dispositif ISNoV, porté par l'Université et l'IUT Bordeaux Montaigne, rassemble 14 pays au travers d'une cinquantaine de partenaires institutionnels et d'un collège interdisciplinaire composé d'une centaine de membres d'horizons divers, en Europe, en Amérique, en Afrique et au Proche-Orient notamment.

Contact : chaire.unesco.isnov@gmail.com

Site : <https://chaireunesco.iut.u-bordeaux-montaigne.fr/>